l'auteure est la première, semble-t-il, à documenter de l'intérieur les vives tensions entre les Sud-Africains et le haut-commandement portugais qu'ils accusent d'impuissance et d'incompétence.

Bref, cette thèse hybride détruit bon nombre de clichés qui ont encore la vie dure dans certains secteurs des opinions publiques portugaises ou mozambicaines lesquels, faute de victoires plus incontestables, entretiennent d'anciens ou de nouveaux mythes consolateurs et même thérapeutiques. Neves de Souto n'est pas pour ces médecines douces. Elle a raison probablement. Elle ouvre les abcès.

Novembre 2008, **René Pélissier**

Nuno VIDAL & Justino Pinto de ANDRADE (eds), *Sociedade civil e política em Angola. Enquadramento regional e internacional*, Lisbonne, Edições Firmamento – Media XXI/Luanda, Adra Angola, 2^e éd., 2009, xxxiii + 403 p., ISBN : 972-992-704-9.

Même si l'on « oublie » la partie consacrée aux autres pays d'Afrique australe (dont le Mozambique), qui représente presque une centaine de pages, ce livre important met le recenseur dans l'incertitude et l'embarras. Il ne sait comment concilier, d'une part, l'identité de certains des organismes qui le financent (*Universidade Católica de Angola, Comunidade dos Países de Língua Portuguesa, Acção para o Desenvolvimento Rural e Ambiente : ADRA-Angola, Open Society Foundation-Angola*, pour se limiter à ceux qui sont installés en Angola ou le représentent) et, d'autre part, la virulence des critiques qui sont adressées au pouvoir en place. De quatre choses l'une. Ou ceux qui ont décidé qu'ils pouvaient patronner sa publication n'ont pas lu tous les textes qu'il contient, ou les Angolais lettrés jouissent d'une liberté d'opinion et d'expression contredisant la féroce diabolisation de ceux que trois auteurs néerlandais désignent comme « les sphinx de Futungo » (p. 258), ou ils brûlent leurs vaisseaux et, coûte que coûte, sont prêts à braver leur vengeance, ou alors ils se sentent intouchables.

Quoi qu'il en soit, la force et la pertinence des attaques que la bonne quinzaine d'Angolais vivant *in situ* décochent à leurs politiciens ne sont pas contestables. On croyait ces philippiques réservées aux grincheux, aux atrabilaires et autres opposants en exil qu'engendre toute dictature digne de ce nom. En fait, on s'aperçoit vite que la plupart dépendent d'ONG internationales ou locales, ce qui nous pousse à croire que ces dernières ont acquis assez de poids pour oser contester de l'intérieur les agissements de leurs gouvernants. C'est socialement et économiquement assez courageux dans un pays où près des trois quarts des emplois dans le secteur formel sont fournis par l'État. Il serait d'ailleurs intéressant de savoir si cette pugnacité est antérieure à la fin de la guerre civile ou si la cessation de la répression des bavards a ouvert les vannes d'une longtemps impuissante colère contre le MPLA, parmi les élites qui voudraient se substituer à ses vieux et jeunes crocodiles et à leurs affidés.

En tout cas, comme dans toute bonne pétrocratie qui se respecte, *greed is good* en Angola et même, pour certains, *greed is God*. Dès 2003, avant donc la mise en exploitation de nouveaux blocs pétrolifères, un journal de Luanda, *O Angolense*,

pouvait publier que les 59 Angolais les plus riches détenaient une fortune combinée proche de quatre milliards de dollars (au temps où ils valaient encore quelque chose). Voilà qui aurait fait plaisir aux « Pères fondateurs de la Nation » des années 1960. Tout arrive à qui sait attendre !

Sur le fond, les contributions mettent l'accent sur le rôle croissant des ONG, sur la pauvreté de l'écrasante majorité du peuple, sur les Églises, la jeunesse, les femmes, les médias, l'aide internationale, les responsabilités sociales et civiques des entreprises. À cet égard, faute de pouvoir détailler davantage ici la richesse du recueil, nous recommandons les résultats d'une enquête sur le terrain d'une Californienne implacable : « Acordar de um pesadelo : a vida na zona petrolífera do Soyo ».

Qu'aurait-elle écrit si elle avait poussé jusqu'à Cabinda ?

12 mai 2009, René Pélissier